



SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. Les leaders démocrates à la Chambre des représentants et au Sénat appellent à la création d'un mécanisme de contrôle des investissements sortants
2. L'administration Biden rencontre ses homologues japonais et indiens pour discuter du cadre économique pour l'Indopacifique
3. Les appels à élargir l'accès aux crédits d'impôts pour les véhicules électriques contenus dans la loi IRA s'intensifient

Climat – énergie – environnement

4. Les États-Unis vont rejoindre l'amendement de Kigali pour diminuer la consommation et la production de HFC
5. Le DoE annonce le déploiement de la séquestration géologique du carbone aux États-Unis
6. La Californie vient d'adopter sa feuille de route pour limiter sa pollution à l'ozone dans les 15 prochaines années

Transport et infrastructure

7. Approbation du plan de déploiement d'infrastructures pour véhicules électriques
8. Le Sénat se penche sur les mobilités aériennes avancées
9. Selon Stanford, la hausse de la pénétration des véhicules électriques dans l'ouest américain nécessitera des politiques publiques renouvelées

Industrie

Numérique et innovation

10. Rapport de Meta sur le démantèlement par l'entreprise de deux importants réseaux de désinformation
11. Rapports de Microsoft sur ses priorités en matière de politique carbone et d'électricité

Santé

12. Reconduction des frais d'utilisation de la FDA

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les leaders démocrates à la Chambre des représentants et au Sénat appellent à la création d'un mécanisme de contrôle des investissements sortants

Un groupe bipartisan de parlementaires, dont la Présidente démocrate de la Chambre Nancy Pelosi et le leader démocrate au Sénat Chuck Schumer, a [publié](#) le 27 septembre une lettre demandant au Président Biden de renforcer le contrôle de l'administration sur les investissements des entreprises américaines à l'étranger, notamment en Chine et en Russie.

Cet appel intervient après plusieurs échecs du Congrès pour légiférer sur cette question. La création d'un mécanisme de contrôle des investissements sortants, initialement proposée dans le texte [National Critical Capabilities Defense Act](#) introduit au Sénat en mai 2021, n'a en effet pas été retenue dans le texte [CHIPS and Science Act](#) voté par le Congrès le 28 juillet.

2. L'administration Biden rencontre ses homologues japonais et indiens pour discuter du cadre économique pour l'Indopacifique

Le 27 septembre, la Vice-Présidente Kamala Harris et la Représentante américaine au commerce (USTR) Katherine Tai se sont [rendues](#) au Japon pour participer aux funérailles de l'ancien Premier Ministre Shinzo Abe. En marge de ce déplacement, K. Harris a [rencontré](#) des représentants de l'industrie japonaise des semi-conducteurs le 29 septembre et échangé avec eux sur leurs projets d'investissements aux États-Unis. K. Tai a de son côté [indiqué](#) lors d'une interview que des résultats concrets étaient attendus pour le cadre économique pour l'Indopacifique (IPEF), alors que l'USTR a [publié](#) le 23 septembre ses objectifs de négociation pour le pilier 1 sur le commerce. Ce document n'apporte cependant pas de nouvelles informations par rapport au communiqué conjoint des 14 États [publié](#) le 9 septembre.

La Secrétaire au Commerce Gina Raimondo s'est de son côté [entretenu](#) le 26 septembre avec le ministre indien des affaires extérieures Subrahmanyam Jaishankar et a salué la participation de l'Inde aux négociations de l'IPEF, malgré sa décision de ne pas rejoindre le pilier 1 sur le commerce. Le Département du Commerce n'a pas indiqué à ce stade s'il allait, comme le USTR, publier des objectifs de négociation pour les trois piliers dont il a la charge.

3. Les appels à élargir l'accès aux crédits d'impôts pour les véhicules électriques contenus dans la loi IRA s'intensifient

Alors que les mesures d'application de l'*Inflation Reduction Act* (IRA) sont en cours d'élaboration par le Trésor américain, les pressions se multiplient à l'intérieur comme à l'extérieur des États-Unis pour assouplir les conditions d'accès aux crédits d'impôts pour les véhicules électriques introduits par la loi. Le 23 septembre, le Sénateur démocrate R. Warnock de Géorgie (où le constructeur coréen Hyundai a récemment annoncé la création d'une unité de production) a [pressé](#) la Secrétaire au Trésor J. Yellen d'*« offrir un maximum de flexibilité afin que les constructeurs automobiles et les consommateurs puissent bénéficier pleinement »* de ces crédits.

Les pays dont les exportations vers les États-Unis pourraient être affectées par les exigences de contenu régional attachées à ces subventions expriment aussi leurs inquiétudes. Selon une [déclaration](#) du Ministre du Commerce coréen le 27 septembre, faisant allusion à une possibilité de « révision » de l'IRA si les Républicains reprenaient la majorité lors des élections de mi-mandat, la Corée du Sud poursuit le dialogue avec l'administration Biden afin de « résoudre les problèmes de discrimination aussi tôt que possible, quel que soit le résultat des élections américaines ». Le même jour, le Ministre Bruno Le Maire a [suggéré](#) que les Européens pourraient également réfléchir à « réserver les bonus pour les véhicules électriques, soit à des véhicules produits sur le territoire européen, soit à des véhicules qui soient strictement et rigoureusement conformes aux nouveaux standards environnementaux ».

Brèves

- Le Département du Trésor américain (conjointement avec le Département d'Etat et le Département du Commerce) a [annoncé](#) le 30 septembre l'imposition de nouvelles sanctions contre la Russie en réponse aux référendums organisés cette semaine dans quatre territoires ukrainiens occupés.
- Le Département du Trésor américain a [publié](#) une licence générale permettant des exceptions dans la mise en œuvre des sanctions contre l'Iran afin d'élargir l'accès à l'information des Iraniens et soutenir les mouvements de protestation actuels dans le pays.
- Pour son premier voyage à l'étranger, le 28 septembre, la nouvelle Ministre du Commerce international britannique K. Badenoch s'est rendue aux États-Unis, dont elle a [déclaré](#) qu'ils étaient « le plus important

partenaire commercial, de défense et de sécurité» du Royaume-Uni.

- Le Sénateur démocrate S. Whitehouse, auteur en juin d'une [proposition](#) de loi pour un mécanisme d'ajustement carbone aux

frontières des États-Unis, a [déclaré](#) le 28 septembre travailler « de manière bipartisane, discrètement, à un mécanisme [...] acceptable par les deux partis ».

Climat - Énergie - Environnement

4. Les États-Unis vont rejoindre l'amendement de Kigali pour diminuer la consommation et la production de HFC

Le 21 septembre, le Département d'État américain [souligne](#) que le Sénat américain, au travers d'un effort bipartisan, a donné son accord à la ratification de l'amendement de Kigali au Protocole de Montréal. Les États-Unis rejoindront ainsi les 137 autres pays qui ont déjà ratifié l'amendement de Kigali. Cet amendement appelle à une réduction progressive de la consommation et de la production d'hydrofluorocarbures (« HFC »), qui sont de puissants gaz à effet de serre. Sa mise en œuvre à l'échelle mondiale devrait permettre d'éviter un réchauffement d'un demi-degré Celsius supplémentaire d'ici la fin du siècle. Les entreprises américaines soutiennent fermement la ratification par les États-Unis de l'amendement de Kigali, qui contribuera à garantir que l'industrie des États-Unis reste un leader mondial dans le développement, la fabrication, la production et le déploiement d'alternatives aux HFC. Les estimations de l'industrie indiquent que cette ratification soutiendra 33 000 nouveaux emplois manufacturiers américains et générera 12,5 Md\$ de nouveaux investissements dans l'économie américaine au cours de la prochaine décennie.

Le Département d'État estime que cette ratification constitue un atout pour les entreprises américaines innovantes qui ont développé des alternatives aux HFC et les aidera à exporter leurs technologies vers les marchés étrangers.

5. Le DoE annonce le déploiement de la séquestration géologique du carbone aux États-Unis

Le Département de l'Énergie a [annoncé](#) le 23 septembre un ensemble de financements pour un total de près de 4,9 Md\$ pour soutenir les investissements dans l'industrie de la gestion du carbone afin de réduire les émissions de CO₂ issues de la production d'électricité et des activités industrielles. Les fonds proviennent du plan infrastructure et soutiennent trois programmes visant à favoriser la démonstration et le déploiement de systèmes de capture du carbone,

ainsi que les infrastructures de transport et de stockage du carbone. Selon le DoE, le déploiement à grande échelle des technologies de gestion du carbone est essentiel pour faire face à la crise climatique et atteindre l'objectif du président Biden d'une économie net-zero d'ici 2050.

Le même jour, le sénateur américain Joe Manchin (D-WV), président de la commission de l'énergie et des ressources naturelles, a applaudi cet investissement dans la filière de la capture, du transport et du stockage du carbone, en [mentionnant](#) l'intérêt pour les centrales au charbon et au gaz naturel en plus des installations industrielles.

6. La Californie vient d'adopter sa feuille de route pour limiter sa pollution à l'ozone dans les 15 prochaines années

Par [délibération du 22 septembre](#), le CARB (California Air Resources Board) a adopté sa feuille de route pour limiter la pollution à l'ozone dans l'ensemble de la Californie d'ici aux 15 prochaines années, conformément à la réglementation fédérale. L'une des mesures proposées est l'interdiction à horizon 2030 de la commercialisation des systèmes de chauffages au gaz, qui sont aujourd'hui le système le plus largement répandu dans l'État. 90 % des émissions nocives d'oxyde d'azote dans le bâtiment résidentiel et commercial serait dû à ces équipements. À compter de 2030, les règles en matière d'urbanisme interdiraient les chauffages à gaz tant pour l'air que pour l'eau. Cette délibération n'inclut pas les gazinières et autres appareils ménagers au gaz encore largement répandus. Ces derniers sont néanmoins interdits dans les constructions nouvelles dans près de la moitié des communes de Californie à l'instar de San Francisco ou de Los Angeles.

Brèves

- Au cours du premier semestre 2022, les exportations américaines de produits pétroliers ont atteint en moyenne près de 6 millions de barils par jour, soit leur record depuis 1973. Presque tous les produits pétroliers ont contribué à l'augmentation des exportations,

les volumes les plus importants étant représentés par le fioul ([US EIA](#)).

- La [Maison Blanche](#) rapporte que le conseiller à la sécurité nationale, Jake Sullivan, a rencontré cette semaine à Washington le vice-président exécutif de la Commission européenne, Frans Timmermans. Ils ont évoqué les efforts communs pour faire face à la crise climatique mondiale, notamment l'adoption récente par les États-Unis de l'*Inflation Reduction Act* et les préparatifs de la COP27 en Égypte. Ils ont également échangé sur la coopération transatlantique pour faire face à l'utilisation de l'énergie comme une arme par la Russie et de la nécessité de veiller à ce que leurs efforts actuels pour répondre aux besoins énergétiques à

court terme s'accompagnent d'un engagement redoublé pour accélérer la transition vers les énergies propres et réduire la dépendance de l'Europe à l'égard des combustibles fossiles à long terme.

- Le Département de l'énergie a ouvert cette semaine son programme de 7 Md\$ visant à créer des écosystèmes régionaux d'hydrogène ([H2Hubs](#)). Le DOE vise à sélectionner 6 à 10 écosystèmes. Ce programme est financé par la loi bipartisane sur les infrastructures. Par ailleurs, il est complété par les nouvelles incitations prévues par l'*Inflation Reduction Act*.

Transport et Infrastructure

7. Approbation du plan de déploiement d'infrastructures pour véhicules électriques

Le Département des transports a approuvé mardi les plans de déploiement d'infrastructures pour véhicules électriques pour les 50 États ainsi que pour Washington, D.C. et Porto Rico, avant la date prévue dans le cadre du programme national d'infrastructures pour véhicules électriques (NEVI). Cette approbation permet le décaissement de plus de 1,5 Md\$ pour la construction d'un réseau de recharge tel qu'envisagé par la loi sur les infrastructures. Le DOT avait déjà approuvé des plans de recharge pour 35 États au début du mois. Ce financement de 1,5 Md\$ sera distribué aux États au cours des exercices 2022 et 2023. Il est destiné à couvrir environ 75 000 miles d'autoroutes à travers le pays. Au total, la loi sur les infrastructures prévoit 5 Md\$ pour les cinq prochaines années afin de construire et d'entretenir un réseau national de recharge de véhicules électriques.

« Nous avons approuvé des plans pour les 50 États, Porto Rico et le District de Columbia afin de faire en sorte que les Américains de toutes les régions du pays - des plus grandes villes aux communautés les plus rurales - puissent être en mesure de débloquer les économies et bénéficier des avantages que représentent les véhicules électriques », a déclaré le secrétaire du DoT, Pete Buttigieg, dans un [communiqué](#) publié par le Département des transports.

8. Le Sénat se penche sur les mobilités aériennes avancées

Les discussions concernant la réautorisation de la *Federal Aviation Administration* (FAA), dont

l'autorisation actuelle expire à la fin du mois de septembre 2023, ont commencé cette semaine. Les taxis aériens, les pistes d'atterrissage verticales et les drones devraient être au cœur du projet de loi sur l'aviation prévu l'année prochaine.

Le sous-comité du Sénat sur le commerce, les sciences et les transports a tenu sa première audience mercredi sur la nouvelle législation qui devrait être adoptée. Il entendra les représentants des agences et de l'industrie sur la façon d'intégrer les nouveaux entrants, opérateurs de mobilité aérienne avancée (AAM) et autres systèmes aériens sans pilote (UAS), dans le système national d'espace aérien (NAS). Des sujets tels que « la certification des technologies aéronautiques émergentes, la gestion de l'espace aérien, la main-d'œuvre et les infrastructures nécessaires pour soutenir le déploiement » des technologies aériennes avancées et des drones seront à cette occasion évalués, selon un [communiqué](#) du panel sur l'aviation, que préside la sénatrice Kyrsten Sinema.

9. Selon Stanford, la hausse de la pénétration des véhicules électriques dans l'ouest américain nécessitera des politiques publiques renouvelées

Une étude du [Stanford Sustainable Systems Labs](#) publiée le 22 septembre montre que les habitudes de recharges des véhicules électriques (VE) devront évoluer, sous l'impulsion de politiques publiques adéquates, pour que la Californie mais aussi les 10 autres États de l'ouest américain étudiés puissent réussir la décarbonation du parc automobiles. Les propriétaires de VE devraient pouvoir recharger leurs véhicules à tout moment de la journée, au travail ou sur la voie publique, lorsque

l'électricité solaire est abondante. Au contraire, les recharges se font aujourd'hui essentiellement en soirée et la nuit depuis le domicile, à un moment de faible disponibilité des énergies renouvelables. Le stress sur le réseau pourrait augmenter de 25% si rien ne change. La Commission de l'énergie est chargée d'auditer le réseau de recharges tous les

2 ans pour s'assurer de la faisabilité de l'objectif de 5 millions de VE en circulation en 2030. Elle pourrait bien s'inspirer de ce rapport dans ces préconisations futures.

Industrie

Brèves

- General Motors a annoncé un investissement de 760 M\$ à Toledo (Ohio) afin de permettre d'adapter les lignes de production de transmissions à la production de moteurs pour véhicules électriques. Ces moteurs serviront à équiper les versions électriques du Hummer, du Chevrolet Silverado et du GMC Sierra. Cet investissement s'inscrit dans la stratégie du constructeur en direction des véhicules électriques, avec un objectif de 35 Md\$ d'ici 2025.
- Ford prévoit d'investir 700 M\$ pour agrandir son usine de Louisville (Kentucky) afin de produire des pick-up géants F-Series Super Duty, créant ainsi 500 emplois supplémentaires. En parallèle de l'annonce de cet investissement, le groupe a rappelé qu'il développera également dans le Kentucky une usine de batteries en partenariat avec le coréen SK Innovation pour 5,8 Md\$, comme il l'avait annoncé fin 2021. Ford emploie actuellement 12 000 personnes dans le Kentucky, et contribue à 120 000 emplois directs et indirects.
- Le groupe allemand Continental a inauguré une usine dans le Texas destinée à produire des composants pour la conduite assistée et automatisée de véhicules. La construction de cette usine, qui a coûté 100 M\$ et créera 500 emplois, est le premier investissement greenfield aux États-Unis pour Continental.

Numérique et Innovation

10. Rapport de Meta sur le démantèlement par l'entreprise de deux importants réseaux de désinformation

Le 27 septembre, Meta a publié un [rapport](#) sur le démantèlement de deux réseaux de désinformation pilotés par la Chine et la Russie au titre de sa politique contre le comportement inauthentique coordonné (*Coordinated Inauthentic Behavior*). Selon le rapport, l'opération d'influence pilotée depuis la Chine s'est déployée sur plusieurs plateformes de médias sociaux (Facebook, Instagram, Twitter, et deux plateformes de pétition tchèques) et avait pour cible la politique intérieure américaine avant les élections de mi-mandat de 2022 ainsi que le positionnement de la République Tchèque envers la Chine et l'Ukraine. Le réseau russe, que Meta estime être le plus important réseau de désinformation démantelé depuis le début de la guerre en Ukraine, ciblait principalement l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Ukraine et le Royaume-Uni, avec des récits ayant trait à la guerre *via* un réseau de plus de 60 sites Web se faisant passer pour organes de

presse légitimes. Dans son rapport, Meta présente aussi des indicateurs de menace pour aider la communauté de la cybersécurité à détecter et à contrer les activités malveillantes ailleurs sur Internet.

11. Rapports de Microsoft sur ses priorités en matière de politique carbone et d'électricité

Le 22 septembre, Microsoft a publié deux rapports sur les priorités et les principes qui guident son travail de lobbying en matière de [décarbonation](#) et plus particulièrement de [développement de l'électricité décarbonée](#). Dans son rapport sur la décarbonation, Microsoft soutient les nouvelles politiques d'entreprise en matière de publication d'informations sur le carbone visant à (i) favoriser des indices relatifs aux émissions de gaz à effet de serre cohérentes, robustes et interopérables, (ii) promouvoir une méthode de reporting complète mais flexible des émissions de gaz à effet de serre des entreprises et (iii) tirer parti des nouvelles technologies pour calculer et suivre les émissions et

les impacts climatiques. Par ailleurs, Microsoft soutient des politiques de réduction des émissions de carbone qui s'appuient sur le développement d'une boîte à outils multisectorielle axée sur les résultats et visant à décarboner le réseau. Enfin, Microsoft soutient de nouvelles politiques d'élimination du carbone axées sur (i) la mise en place de normes comptables claires et de haute qualité, (ii) la priorisation des solutions hautement durables, et (iii) l'implication des communautés locales. Dans son rapport sur la décarbonation de l'électricité, Microsoft insiste sur trois piliers: (i) accélérer la transition vers une production d'électricité propre (mix énergétique zéro carbone diversifié pour un réseau fiable, résilient et flexible; mise à jour des systèmes de formation des prix sur le marché électrique; incitations en faveur des investissements en R&D pour les technologies énergétiques propres du futur); (ii) moderniser et améliorer l'infrastructure du réseau (simplifier le processus d'octroi de permis pour accélérer les interconnexions des réseaux d'énergie propre; accélérer le déploiement de nouvelles technologies comme l'IA, pour gérer, optimiser, stabiliser et protéger le réseau); (iii) encourager un avenir énergétique équitable (soutenir l'implication des communautés locales; mettre en œuvre des mesures pour maintenir les coûts de l'électricité abordables et équitables).

Brèves

- Le 29 septembre, la candidate américaine Doreen Bogdan-Martin a été largement élue (139 voix contre 25) pour diriger l'Union internationale des télécommunications contre le candidat russe, Rashid Ismailov. Bogdan-Martin est la première femme à diriger l'agence et la première dirigeante américaine depuis les années 1960.
- Dans son [programme](#) pour les élections de mi-mandat, le Parti Républicain exprime vouloir « affronter les Big Tech et exiger l'équité » en offrant une plus grande protection de la vie privée et de la sécurité des données, en

équipant les parents de plus d'outils pour assurer la sécurité de leurs enfants en ligne et en empêchant les grandes entreprises numériques de « faire passer la politique avant les gens ».

- Le 28 septembre, la sénatrice Kyrsten Sinema (D-AZ) et le sénateur James Lankford (R-Okla.) ont introduit le *Combating Cartels on Social Media Act*, un projet de loi bipartisan qui vise à établir et mettre en œuvre une stratégie nationale de lutte contre les activités de recrutement illicite par des organisations criminelles transnationales sur les réseaux sociaux et les plateformes en ligne. Le texte cible les pratiques employées par les organisations utilisant des plateformes en ligne pour recruter des Américains pour des opérations de contrebande le long de la frontière sud-ouest des États-Unis. Le projet de loi établirait également un portail permettant aux entreprises technologiques de signaler les efforts de recrutement des cartels aux États-Unis au *Department of Homeland Security* ainsi qu'aux agences étatiques et locales.
- Le 22 septembre, dans une [lettre](#), la représentante Anna G. Eshoo (D-CA) a exhorté le conseiller à la sécurité nationale Jack Sullivan et le Bureau de la politique scientifique et technologique (OSTP) à lutter contre la publication de modèles d'IA dangereux qui ne modèrent pas le contenu créé sur leurs plateformes, en particulier le modèle Stable Diffusion publié par Stability AI le 22 août 2022. Stable Diffusion permet aux utilisateurs de générer des images non filtrées de nature violente ou sexuelle, représentant de vraies personnes publiques.
- Le 22 septembre, Arati Prabhakar a été [confirmée](#) par le Sénat au poste de directrice du Bureau de la politique scientifique et technologique (OSTP) de la Maison Blanche. Anciennement directrice du NIST, elle est la première femme et personne de couleur à diriger l'OSTP.

Santé

12. Reconstitution des frais d'utilisation de la FDA

Le 27 septembre, Le Comité de l'énergie et du commerce de la Chambre des représentants et le Comité pour la santé, l'éducation, le travail et les retraites (HELP) du Sénat ont [approuvé conjointement](#), la reconduction des frais

d'utilisation (*user fees*) pour 5 ans par la *Food and Drugs Administration (FDA)*.

Ces frais, versés par chaque entreprise au moment d'un dépôt de dossier pour les médicaments comme pour les dispositifs médicaux, sont l'une des principales sources de financement de la FDA.

Cette décision a été approuvée de façon bipartisane et s'inscrit dans une volonté de

rattacher les frais d'utilisation à une [loi de financement générale](#) pour l'année 2023, qui contribuerait également au financement d'autres politiques liées à la santé, comme des bourses pour les médicaments orphelins, des programmes pour des médicaments pour des maladies infantiles ou encore des extensions de certains programmes de Medicare et Medicaid. Cette résolution doit encore être approuvée par le Sénat et la Chambre des représentants en séance plénière.

Brèves

➤ Joe Biden [a annoncé](#) vendredi 23 octobre qu'il attribuerait 1,5 Md\$ aux États fédérés et aux territoires, en particulier aux réserves indiennes, afin de mener des programmes pour la lutte contre la crise des opioïdes.

- La républicaine S. Delbene [a proposé](#) un projet de loi pour lever temporairement les tarifs douaniers sur la poudre utilisée comme ingrédient principal pour la production de lait infantile. Cette loi vise à faire baisser les prix de ce produit et pallier la pénurie persistante sur le marché américain.
- Biogen [versera](#) 900 M\$ à l'État fédéral, à 15 États fédérés et ainsi qu'à Michael Bawduniak, un lanceur d'alerte, dans le cadre d'un accord amiable conduisant au retrait des allégations qui lui ont été portées en 2014 pour corruption de médecins. L'entreprise avait été accusée par son employé, M. Bawduniak, d'attribuer des pots de vins à des médecins afin qu'ils prescrivent des traitements pour la sclérose en plaques produits par Biogen.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDET, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

[S'Inscrire](#)